

<http://www.snetap-fsu.fr/Plan-etudiants-de-qui-se-moque-t-on.html>



"Plan étudiants" - de qui se moque-t-on ?

- Les Dossiers - Pédagogie -

Date de mise en ligne : vendredi 1er décembre 2017

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Alors que la [DGER](#) refuse de communiquer aux personnels de l'Enseignement Agricole la moindre information sur la mise en oeuvre du "plan étudiants", le Ministère publie sur son site « Alim'Agri » les dispositifs du Ministère de l'Education nationale, laissant comprendre que ceux-ci seront appliqués dans leur globalité dans les lycées et [CFA](#) agricoles.

Une communication méprisante pour tous les personnels.

Après avoir interpellé le Ministre de l'Agriculture sur les réformes, lancées ces derniers mois par le Président de la République, et qui impacteront directement l'Enseignement agricole ("plan étudiants", réforme du Baccalauréat, réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage), le Snetap-[FSU](#) a interrogé spécifiquement la [DGER](#) sur les nouvelles mesures concernant l'orientation des bachelier.ères et leur entrée dans l'enseignement supérieur.

La Direction Générale s'est refusée à toute réponse nous renvoyant à la prochaine réunion du [CNEA](#) ... alors qu'au même moment elle communiquait vers le grand public, toutes les mesures mises en oeuvre pour « *mieux accompagner les lycéens vers le supérieur* », via le site "Alim'Agri" (<http://agriculture.gouv.fr/plan-etudiants-mieux-accompagner-les-lyceens-vers-le-superieur>).

Les dispositifs présentés sont ceux des Ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement Supérieur. Le Ministère de l'Agriculture annonce donc ainsi que toutes les mesures prévues à l'[EN](#) seront appliquées dans leur globalité dans les lycées et [CFA](#) agricoles, car il précise que « *ces nouvelles mesures concernent tous les lycéens, y compris ceux en formation dans un établissement d'enseignement agricole.* ».

Pour le Snetap-FSU, ce refus du dialogue avec les représentant.es des personnels qui devront mettre en oeuvre ces réformes était déjà inacceptable, et nous l'avons fait savoir. Mais en jouant la seule carte de la « com' » sur une réforme majeure impactant lourdement le travail futur des équipes cela devient une véritable provocation.

A cette heure les équipes pédagogiques, elles, n'ont aucune information sur la façon dont le plan se déclinera réellement dans l'enseignement agricole, ni par la voie réglementaire, ni par la voie hiérarchique, ni par le site chlorofil, ni par leurs représentants ... rien !

Pourtant, alors que les premiers conseils de classe commencent, les demandes d'informations des équipes et des familles se font pressantes. Inutile de préciser qu'après une telle communication les questions se feront plus nombreuses encore.

Pour ne prendre qu'un seul exemple : le plan étudiant annoncé sur le site du ministère prévoit deux semaines dédiées à l'orientation pour les classes de terminales ; la première étant normalement à programmer fin novembre - début décembre pour stimuler la réflexion des lycéens. Comment les établissements peuvent-ils sérieusement mettre en oeuvre un tel dispositif dans les 15 jours qui arrivent ?

Les rares informations que la DGER aura laissé filtrer laissent penser qu'elle travaille sur une mise en oeuvre seulement partielle des différentes mesures ... par exemple les classes à petit effectif ne bénéficieraient pas du deuxième professeur principal ou les deux semaines d'orientation prévues par le « plan étudiants » ne seraient pas entièrement mises en oeuvre

Des perspectives inacceptables car elles créeraient une discrimination et une inégalité de traitement pour les bachelier.ères des lycées agricoles.

De qui se moque le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : des élèves et apprenti.es, des familles, des équipes ... ou peut être tout simplement de sa place dans le service public d'éducation ?